

Habitation—Loi

être locataires. Et ce sont les propriétaires qui tirent toute la couverture à eux. On subventionne l'achat de leur maison et, dans certains cas, on les aide à payer leur hypothèque. Ils sont favorisés par la loi de l'impôt sur le revenu, contrairement aux locataires. Souhaitons-nous vraiment une société dont les éléments assez fortunés pour avoir des revenus superflus et des économies bénéficient en plus d'avantages supplémentaires?

Le député de Broadview a montré, documents à l'appui, les effets de certains programmes gouvernementaux comme le Régime enregistré d'épargne-retraite et d'autres programmes du même genre. Le gouvernement va plus loin que la simple subvention. Le mécontentement de ceux qui sont privés d'avantages est énorme. Lors de l'annonce de la subvention de \$500, bien des gens se sont amèrement plaints à moi. Ils me demandaient s'ils pouvaient toucher la subvention pour une maison qu'ils venaient d'acheter deux mois plus tôt. Il a fallu que je leur dise qu'ils n'y avaient pas droit s'ils n'avaient pas acheté leur maison après une certaine date.

Où est la justice d'un programme qui, pour des raisons arbitraires, ou au gré des caprices politiques du gouvernement, décide que ce gros avantage financier sera accordé à certains Canadiens, mais pas à d'autres? Le ministre aura beau me dire pour se défendre qu'il faut stimuler l'emploi et qu'on peut le faire en augmentant le stock de logements disponibles, vu la pénurie actuelle. D'autres ministres l'ont dit avant lui au fil des années. Il existe certainement des moyens plus efficaces d'y parvenir que les programmes de subventions que le gouvernement met en œuvre actuellement.

On dirait presque que le parti libéral a chargé la Société de publicité MacLaren de déterminer à quel groupe il faudra plaire aux prochaines élections. Cette maison propose un groupe-cible. Il peut s'agir de jeunes mariés olé olé qui ont des projets. La société indique ensuite au gouvernement le programme qui permettra de satisfaire le groupe-cible. Les pauvres ne représentent jamais un groupe-cible, car ils ne votent pas autant que les autres. Pourquoi se fatiguer à leur faire plaisir? C'est peut-être eux qui ont le plus besoin d'aide, mais ils ne constituent pas une force politique importante, aussi on ne conçoit pas de programme pour leur plaire. Ces programmes s'adressent à la classe moyenne. C'est à ceux qui sauront témoigner leur gratitude au gouvernement, pour telle ou telle mesure, qu'on va tenter de faire plaisir. Bien sûr on ne tient absolument pas compte des problèmes graves des 5 ou 10 p. 100 de la population qui se trouvent totalement en dehors du marché immobilier.

Le ministre a l'occasion de faire ici ce que les autres ministères n'ont pas su faire, c'est-à-dire résoudre la crise du logement. Le marché privé immobilier répond aux besoins de la majorité des gens. Cependant, il existe un groupe qui n'aura jamais accès à ce marché et par conséquent, il faut s'occuper de répondre à ses besoins. On ne peut certainement le faire à l'aide de trucs telle qu'une gratification de \$500, le programmes PAAP ou autres formes de subvention. Si ces mesures aident certains, c'est de façon marginale, accidentelle et limitée.

Nous devrions examiner les statistiques pour voir qui a le plus besoin de logement. Qui a vraiment des difficultés à

se loger? Comme l'a dit le ministre, ce sont les personnes âgées et nous devrions faire davantage pour les loger. J'aimerais faire remarquer que jusqu'ici, ce qui a été fait pour le logement des personnes âgées n'est pas mal. C'est un des programmes les plus valables qu'on ait jamais entrepris chez nous. Si vous vivez dans une région où la municipalité a été assez prévoyante pour se prévaloir des dispositions ayant trait à la construction de logements pour personnes âgées, vous trouverez des personnes âgées qui se débrouillent bien avec leur pension de vieillesse. Toutefois, ce n'est que parce qu'elles disposent de logements suffisants. Là où il y a de bons logements sociaux, dans bien des cas, les personnes âgées sont plus à l'aise à la retraite qu'elles ne l'ont été durant leur vie active. Quand il n'y a pas de logements, elles n'arrivent tout simplement pas. Il faut que ce problème soit au premier rang des priorités. Nous sommes si près de résoudre ce problème qu'il serait criminel de se laisser maintenant aller. C'est un programme qu'il faudrait intensifier.

Dans ma propre région de Waterloo-Cambridge, il y a un programme qui a eu beaucoup de succès. Franchement, sans les logements publics, je ne sais pas où vivraient les familles avec enfants. Quels sont ceux qui ont un besoin crucial? Les jeunes n'ont pas de besoin. Les célibataires n'ont pas de problème de logement à moins de bien le vouloir. Les jeunes couples mariés en bonne santé n'ont pas de problème de logement. Ils peuvent avoir un problème de choix, mais ils n'ont pas de vrai problème de logement nulle part au Canada. Ceux qui ont un problème de logement, ce sont ceux qui ont des enfants. Le problème empire tous les ans. La province a récemment décidé que, si un propriétaire d'appartements à Toronto ne veut louer qu'à des adultes sans enfants, il peut le faire. Qu'arrive-t-il dans cette situation?

Vous pouvez comprendre que des personnes âgées qui veulent avoir la paix ou des gens dans le vent qui ne veulent pas s'embarrasser d'enfants aient cette attitude égocentrique, mais que fait-on de la responsabilité publique? Où doivent aller les gens avec des enfants? Si vous avez trois ou quatre enfants, vous ne pouvez trouver un logement à louer. Si vous avez beaucoup d'argent, vous n'avez pas à vous inquiéter parce que vous pouvez acheter une maison. Toutefois, pour ceux qui ont des enfants et qui doivent louer, sans les logements publics, ils se retrouveraient dans la rue. C'est un programme qui doit prendre plus d'importance. Le ministre peut dire que le budget a été légèrement augmenté, mais les preuves indiquent le contraire.

Le député de Broadview a relevé la forte diminution procentuelle de l'assistance accordée aux logements sociaux par rapport aux autres domaines. Je soutiens que nous devrions abandonner le PAAP. De fait, tout le programme de subvention à la propriété devrait être écarté en faveur de l'affectation de fonds aux logements sociaux. C'est un grave problème. Je conviens qu'il est plus facile d'acheter une maison avec une subvention, mais ce dont nous avons grand besoin ce sont des logements pour les familles qui ont des enfants. Il est absurde de dire qu'elles ne devraient pas en avoir. Les enfants sont là. Ce n'est pas le moment de prêcher ou de dire qu'elles n'auraient pas dû en avoir; les enfants sont là et il faut s'en occuper.